

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Le secteur civil et son rôle dans la vie culturelle des Balkans

Trois secteurs pour un développement culturel

Par Milena Dragicevic-Sesic, collaboratrice du Diplôme Européen de l'Association Marcel Hicter

Juillet 2015

Le secteur civil et son rôle dans la vie culturelle des Balkans

Trois secteurs pour un développement culturel

Par Milena Dragicevic-Sesic, collaboratrice du Diplôme Européen de l'Association Marcel Hicter

Pratiquement toutes les sociétés occidentales possèdent trois secteurs bien développés qui coopèrent les uns avec les autres. Chacun d'eux établit, soutient et exécute des tâches sociales différentes.

Les pays d'ex-Yougoslavie, qui ont connu durant les années nonante la guerre et ses destructions, ont vu l'effondrement de leur secteur public, de leur économie et de leur secteur tertiaire ou civil qui a connu d'énormes changements et une restructuration complète.

C'est ainsi que le système culturel-éducatif commun, qui regroupait les intellectuels, les artistes et les activistes culturels, durant les années septante et quatre-vingt, a quasiment cessé ses activités à partir des années nonante. Des organisations non gouvernementales, plus petites, plus nombreuses, indépendantes les unes des autres, ont repris une partie des fonctions de lobbying ainsi que l'organisation de débats publics sur les enjeux culturels.

Pour comprendre la position et l'importance du secteur tertiaire, il est nécessaire de définir le rôle et la fonction des deux autres secteurs.

Les institutions du secteur public représentent, dans tous les pays d'Europe, les fondements de la politique culturelle, de sa réalisation, de ses objectifs et des ses priorités. Elles regroupent également la majorité des infrastructures culturelles sans

lesquelles l'existence d'une vie culturelle serait impossible. Le secteur public est caractérisé par des structures bien délimitées qui fonctionnent comme un système.

Le secteur public est composé, de manière générale, des institutions suivantes :

- Le Parlement et le Gouvernement
- Le Ministère de la Culture et ministères de même type (sciences, éducation, tourisme, communication, etc.), leurs corps administratifs et leurs services spécialisés
- Les institutions culturelles publiques
- Les institutions culturelles importantes pour les régions et les villes
- Les institutions culturelles de niveau local.

Dans ce secteur, la légitimité du pouvoir de décisions découle de deux critères :

- électif (Parlement, gouvernement et ministres)
- spécialisé (commissions, comités ministériels et de gestion des institutions culturelles)

Le cadre, la dynamique et le fonctionnement du système culturel sont déterminés principalement par la qualité et l'efficacité du secteur public.

Les deux autres secteurs peuvent contribuer au développement du système culturel, uniquement si le secteur public est stable et constitué démocratiquement. C'est à ces conditions qu'ils peuvent stimuler leurs interlocuteurs et partenaires pour l'élaboration de leurs propres actions, que ce soit en vue de les intégrer ou pour redéfinir globalement le système culturel.

Le secteur privé (ou secondaire) a une triple fonction. Il crée des revenus pour le budget public en payant des impôts qui permettront de financer la culture. Il peut, de sa propre initiative, venir en aide aux projets culturels ou aux institutions, pour des raisons philanthropiques (donations) ou professionnelles (sponsoring). Il peut créer également sa propre institution ou ses propres programmes culturels, qu'ils soient rentables ou non, comme une galerie, un théâtre, un musée, une fondation, etc.

Au niveau professionnel, ce sont les libraires qui ont été les plus concernés par ce phénomène (la librairie « Buybook » à Sarajevo) ou les multiplex de cinémas à travers toute la Croatie. Il y a moins de projets culturels corporatistes ; les plus connus sont la Galerie « Miroslav Kraljevic » de la compagnie INA (Zagreb) ou les projets de la compagnie Zepter à Belgrade, la maison d'édition « Zepter BOOK World », l'opéra « MADLENIANUM » et la Fondation pour le soutien de projets artistiques « Madlena Jankovic ».

Le secteur tertiaire ou société civile possède également trois fonctions essentielles. Il garantit, protège et permet aux personnes partageant les mêmes intérêts de s'unir librement. Cela peut être pour leurs intérêts personnels (par exemple les philatélistes) ou pour des actions d'intérêt public (association écologique par exemple). Il promeut des valeurs et des idées et apporte de nouvelles initiatives au système culturel existant. Simultanément, il contrôle le degré de réalisation des intérêts de la communauté dans le système institutionnel et les dépenses des deniers publics, ce qui permet aux citoyens de garder confiance en la société et ses institutions.

Etant donné l'exceptionnel champ d'action de la société civile, il est nécessaire de mettre en place des liaisons directes et une communication entre elle et les organisations médiatiques de masse, les institutions éducatives (en particulier les universités) et les institutions religieuses.

Le secteur associatif est structuré d'une manière assez complexe :

- Associations de citoyens réunis autour d'un intérêt commun : hobby ou lobby (invalides de guerre, parents d'élèves, etc.)
- Organisations non gouvernementales composées d'activistes et de mouvements sociaux qui défendent l'intérêt public dans le domaine écologique, culturel, des minorités, de l'anti-globalisation, etc.
- Organisations professionnelles corporatives (artistes, conservateurs de musée, bibliothécaires, etc.)
- Associations non lucratives avec un fonctionnement d'organisations culturelles et artistiques
- Sociétés caritatives à l'initiative de citoyens

Etude de cas : Programme Policies for Culture

Le programme « Policies for Culture » est un programme régional de partenariat qui a débuté en 2000, à l'initiative de la Fondation Européenne de la Culture (Amsterdam) et de l'organisation non gouvernementale ECUMEST (Bucarest). Il sous-entend la mise en place de relations entre les organisations de la société civile, les ministères de la Culture et les Parlements pour la conception d'un modèle de prise de décision dans le domaine culturel et pour l'élaboration d'une stratégie de politique culturelle.

Le programme est fondé sur l'hypothèse que la politique culturelle ne peut être efficace qu'à la condition de participation du secteur civil à son élaboration. Dans différents pays, le programme a soutenu la création d'instruments de la politique culturelle comme : la décentralisation en Bulgarie, une politique culturelle régionale en Roumanie, un processus de création de stratégies de développement culturel pour les villes croates et serbes, etc.

L'état/secteur public doit assurer, par l'élaboration du système, un développement favorable du secteur civil grâce à des instruments adéquats et à des mécanismes de politique culturelle (législatifs, soutiens financiers, etc.) C'est ensuite au secteur civil qu'il revient de développer ses propres initiatives et programmes d'action. Grâce à la qualité de son travail, il pourra prendre sa place au sein de la société et l'influencer.

Le rôle du secteur civil est particulièrement important dans le système culturel, comme segment critique de l'opinion publique et comme porteur d'initiatives visant à un développement pluriel de la scène culturelle, surtout dans les milieux où il existe une rupture de communication et où on note une perte de confiance mutuelle entre différentes communautés.

A cause du système antérieur, où l'Etat décidait des formes de solidarité (programmes sociaux, appartements, frais de solidarité, actions dans le domaine du travail), l'institution civile de solidarité ne s'est pas développée. Encore aujourd'hui, la résolution

des problèmes les plus difficiles de la sphère socio-culturelle est réservée à l'Etat qui est censé trouver les solutions et créer des instruments appropriés.

De nouvelles et nombreuses organisations non gouvernementales pallient, petit à petit, ce manque d'initiatives citoyennes individuelles. Elles font naître, sur tout le territoire, un activisme social et une responsabilisation qui permettront de guider les changements sociaux. Beaucoup d'entre elles ont été créées à l'initiative du secteur civil d'Europe occidentale (Institut PRONI, centre de Dialogue Nansen, les Centres d'Art Moderne SCCA/Fondation Soros, des centres de médias, etc.) d'après un modèle transmis aux ONGs locales.

Des cas concrets...

Etabli en 1993 à Zagreb, en tant qu'association sans but lucratif, il vise à créer le théâtre alternatif et expérimental. Grâce à ses actions, il a réussi à changer la structure du public, en attirant un jeune public par un programme d'une esthétique correspondant à sa sensibilité. En utilisant un ancien cinéma, il a prouvé que certains espaces abandonnés et périphériques pouvaient être réhabilités et devenir attrayants pour un nouveau public. Le théâtre Exit a obtenu de nombreux prix en Croatie et au niveau international. Peu à peu, il s'est vu reconnaître comme théâtre urbain qui influence les critères d'évaluation, d'esthétique et de gestion (proportion significative de recettes propres).

En Europe de l'Est, les organisations non gouvernementales qui s'occupent des processus de paix sont nombreuses. Elles essayent d'instaurer un climat de confiance entre les différentes communautés ethniques à travers des programmes d'activités socio-culturelles. Leur importance est d'autant plus grande qu'il n'existe pas de programmes équivalents dans le secteur public et qu'il n'est toujours pas question de système institutionnel qui s'y consacrerait dans sa globalité et à long terme. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la plupart des organisations non gouvernementales en Bosnie-Herzégovine obtiennent des résultats admirables et d'une portée qui dépasse le cadre de

leurs projets artistiques ou culturels (MIFOC, Mostar).

Le fonctionnement de ces différences organisations non gouvernementales est très varié. Il va du séminaire à la conférence, de la récolte à la diffusion d'informations, de l'organisation de débats à des polémiques, d'expositions à des programmes éducatifs et ateliers, etc.

Développement et renforcement du secteur civil dans la région des Balkans

La résistance des organisations non gouvernementales et le regroupement des citoyens restent des questions clés pour le développement du secteur civil.

Même si, en principe, ces organisations se financent par des cotisations d'affiliation, des donations et du travail bénévole de ses propres membres, toutes celles qui souhaitent réaliser des projets importants au niveau de communautés locales ou régionales, doivent travailler sur la collecte de fonds. Celle-ci comprend des financements propres (box office...), la récolte de dons, la recherche de subventions et l'accès à de nouveaux partenariats.

Malheureusement la survie et le développement du secteur associatif dépendent de la volonté, des initiatives et du soutien d'organisations internationales. Cela peut entraîner une grande instabilité de fonctionnement ; par exemple, après le retrait quasi total de la Fondation Soros de la scène culturelle des Balkans, de nombreuses organisations non gouvernementales ont connu de graves crises.

La durabilité du secteur pourrait être assurée par un soutien systématique aux organisations non gouvernementales prévu par des lois, ce qui autoriserait non seulement le droit à des déductions fiscales pour les donateurs, mais aussi le droit de développer des activités commerciales. Le secteur civil pourrait atteindre ces objectifs par des activités de lobbying auprès du Parlement et du gouvernement.